

Service Domaine Public

Affaire suivie par le service domaine public

Tél. : 04.90.71.96.49. / Fax : 04.90.71.99.70.

Courriel : domainepublic@ville-cavaillon.fr

ARRETE N° 2022/...886AT

Portant restriction temporaire de la circulation

Chemin de Saint Jacques

à l'occasion de travaux du 17 octobre 2022 au 21 octobre 2022

Le Maire de Cavaillon,

Vu le Code général des collectivités territoriales, articles L.2211 à L.2213-6,

Vu le Code de la route, et notamment les articles R 325-14, R 411.3 à R 411.8, R 417.10 ET R 412.28,

Vu l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière,

Vu les arrêtés municipaux portant sur la réglementation générale des conditions de circulation et de stationnement sur le territoire de la commune de Cavaillon,

Vu l'arrêté n° 2020/94 du 06 juillet 2020 portant délégation de signature,

Vu l'avis du service infrastructures et équipements,

Vu l'avis du service Hygiène et sécurité,

Considérant la demande formulée par l'entreprise OFFICE NATIONAL DES FORETS – agence travaux, chemin de la Montagne, 84410 Bédoin, agissant pour le compte de la ville de Cavaillon, en vue d'effectuer des travaux de débroussaillage,

Considérant que pour permettre le bon déroulement du chantier, il y a lieu de réglementer la circulation sis chemin de Saint Jacques,

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des services :

ARRETE

Article 1 : En raison des travaux effectués par l'entreprise OFFICE NATIONAL DES FORETS, du 17 octobre 2022 au 21 octobre 2022 inclus, la circulation des véhicules se fera sur demi-chaussée réglée par alternat par feux ou manuel.

L'entreprise OFFICE NATIONAL DES FORETS est autorisée à occuper le domaine public sur les trottoirs et accotements au droit des travaux.

Un tracteur forestier sera mis en place au droit des travaux.

La vitesse de circulation des véhicules pourra être abaissée à 30 km/h.

La circulation des piétons et des cyclistes sera déviée et sécurisée en amont et en aval du chantier.

A l'issue des travaux, le domaine public devra être rendu en parfait état de propreté.

Article 2 : L'entreprise informera la Police Municipale au 04 90 78 21 38 du démarrage des travaux, des jours d'interventions de l'entreprise et des interruptions de chantiers en laissant les coordonnées du responsable de chantier.

Article 3 : L'entreprise est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ces travaux.

La commune pourra à tout moment imposer une modification du régime de circulation ou suspendre le chantier si son déroulement crée une perturbation. Le domaine public devra alors être remis dans son état initial.

Article 4 : La signalisation matérialisant la réglementation susvisée, selon le manuel du chef de chantier, sera mise en place et entretenue par l'entreprise réalisant le chantier et jusqu'à achèvement de celui-ci.

Article 5 : Les droits des tiers sont, et demeurent, expressément réservés.

Article 6 : Le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier.

Article 7 : Les membres du corps médical qui justifieront d'obligations professionnelles impérieuses ne seront pas soumis aux interdictions prévues par le présent arrêté, ainsi que les véhicules de Police, Gendarmerie et des Sapeurs-Pompiers, les véhicules militaires ou des services civils de l'Etat ou de la Commune, dont les conducteurs seront munis d'un ordre de mission, ou justifiant d'obligations professionnelles impérieuses, les véhicules E.D.F - G.D.F en service.

Article dernier : Monsieur le Directeur général des services, Monsieur le Commandant de Police, Madame la Responsable de la Police municipale et tous les agents placés sous leur autorité, l'entreprise OFFICE NATIONAL DES FORETS sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié/affiché/notifié.

Cavaillon, le 13 OCT. 2022
Pour Le Maire et par délégation,
Le Directeur général des services,



Frédéric MAUREL

Conformément aux dispositions du Code de la Justice Administrative, le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication et/ou de son affichage.

Notifié, affiché ou publié le :
13 OCT. 2022

Signature si notification